

Mouvement associatif et développement économique communautaire au Canada

Mike Lewis

Note sur l'auteur :

Mike Lewis est directeur général du Centre for Community Enterprise et membre du Réseau canadien de développement économique communautaire.

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Série Pratiques économiques et sociales N° 22

ISBN : 2-89251- 209-3



Août 2004

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES.....	2
TABLE DES FIGURES	2
INTRODUCTION.....	3
1. DES CITOYENS QUI INFLUENCENT LEUR ENVIRONNEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE.....	3
1.1 UNE CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE	5
1.2 LES INGRÉDIENTS ESSENTIELS À CE CHANGEMENT	9
2. LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉC	11
2.1 L'ENGAGEMENT INTERNATIONAL DU RÉSEAU CANADIEN DE DÉC	12
LISTE DES SIGLES.....	16

Table des figures

Figure 1 : Le RESO	10
Figure 2 : Les dimensions sociales et économiques	15

Introduction

Le terme « développement » est utilisé abusivement dans les sociétés occidentales, notamment parce que l'idéologie économique néo-classique du « tout-au-marché » en a déformé le sens. Cependant, dès qu'au concept de développement s'ajoute celui de démocratie, la réappropriation de la dimension sociale du marché et de l'économie redevient possible.

Mais il est aussi vrai que la démocratie ne garantit rien; on peut aisément observer que la forme libérale de la démocratie peut devenir un outil au service d'une trop grande concentration du pouvoir des entreprises. Mais là où la démocratie est considérée comme la *manifestation de l'engagement civique* – ses citoyens influençant la vision et la direction de la vie économique et sociale dans leur communauté et dans leur région – l'hégémonie du modèle de développement « tout-au-marché » s'effrite. Les individus habitant ensemble leurs milieux de vie, partout à travers le monde, peuvent s'appropriier, et s'approprient d'ailleurs, une influence considérable sur leur environnement social et économique. Les initiatives de citoyens du Sud-Ouest de Montréal dans la période d'après-guerre en est une preuve importante.

1. Des citoyens qui influencent leur environnement social et économique

Le Sud-Ouest de Montréal a connu une croissance soutenue pendant un siècle en raison de sa position de centre industriel et financier, ainsi qu'en raison de sa position névralgique dans le domaine du transport. La construction du canal maritime du Saint-Laurent a provoqué le déclin de ce secteur de Montréal en faisant disparaître son principal attrait pour l'industrie : les coûts de transport avantageux du canal Lachine. Les industries et les banques quittèrent le quartier et plusieurs entreprises dont les activités étaient liées à celles-ci les suivirent (fournisseurs, entreprises de services, etc.). Le Sud-Ouest n'a pu compter sur des investissements publics pour enrayer le déclin du secteur : ces derniers ont, au contraire, abondamment soutenu la construction d'autoroutes pour le contourner.

La disparition des entreprises du quartier a eu pour conséquence le départ de la majorité de la population. Dans le quartier Pointe Saint-Charles, la population est ainsi passée de 30 000 en 1951, à 13 000 en 1986. De ces 13 000, 43 % vivaient sous le seuil de la pauvreté, 17 % étaient sans emploi et 25 % vivaient de l'aide sociale – des « délaissés » qui n'ont tout simplement pas su faire la transition.

La réponse conventionnelle au déclin a fait peu de cas des intérêts des résidents. Pendant des années, le quartier a ainsi été ignoré. Mais les citoyens, eux, ont réagi. Au niveau social, plusieurs initiatives pour offrir du soutien, des services de santé communautaire et des services de loisir ont ainsi été mis en place. En effet, au début des années 80, 23 coopératives d'habitation (pour un total de 300 unités de logement) étaient nées de dix années d'efforts. Au niveau économique, c'est une coopérative de consommateurs qui a été créée. Il y eu aussi diverses tentatives d'entreprises collectives. Celles-ci ont échoué, mais elles auront permis à quelques personnes clés d'apprendre une leçon importante : leur approche devait être plus systématique et plus inclusive pour réussir.

À cette époque, de tels efforts de renforcement des communautés étaient très éloignés de la vision du gouvernement municipal ou du secteur privé. La stratégie de développement promue à la fin des années 70 et au début des années 80 était plutôt menée par des agents d'immeubles de l'extérieur du quartier. Armés d'une vision de revitalisation économique passant par la construction de condominiums autour d'une voie d'eau en milieu urbain – le Canal Lachine – ces artistes de l'aménagement urbain ont mis beaucoup de pression sur le conseil municipal pour obtenir sa collaboration. Ce dernier s'est facilement laissé convaincre.

La situation était complètement différente pour les résidents de la « Pointe » : ils se sont battus. Les résidents ont utilisés les réseaux, organisations et liens nés d'années de misère pour se mobiliser et pour entreprendre des pressions politiques afin d'endiguer l'embourgeoisement du quartier. Ils ont occupé les rues devant l'Hôtel de ville en signe de protestation.

Que ces efforts aient été énergiques et même couronnés de « succès » n'empêche pas le fait qu'ils ne pouvaient endiguer 30 ans de déclin. La migration hors du quartier continuait de croître. La

détermination et le sentiment d'être dans leur droit ne donneraient pas des emplois aux résidents du Sud-Ouest de Montréal, et encore moins une voix dans le développement local. Pour reprendre une tournure de phrase propre à Saul Alinsky : si vous voulez contester, vous devez vous organiser. Vous devez aussi penser stratégiquement. Ils firent les deux.

1.1 Une Corporation de Développement Économique Communautaire

Le premier point tournant survint quand le YMCA engagea deux organisateurs communautaires afin qu'ils joignent leurs efforts à ceux de la communauté pour trouver une approche plus prometteuse visant à endiguer la détérioration du quartier. Ces organisateurs communautaires commencèrent par discuter avec les gens de la « Pointe ». Ils étudièrent ensuite les expériences faites ailleurs, particulièrement dans les quartiers défavorisés des grandes villes des États-Unis, où des Noirs américains, entre autres, utilisaient la structure des corporations de développement communautaire (CDC) pour gérer la revitalisation locale et l'auto-prise en charge citoyenne.

Après deux ans d'apprentissage, d'organisation et de dialogue, neuf organisations communautaires du Sud-ouest de Montréal créaient, à la fin de 1984, une Corporation de Développement Économique Communautaire (CDÉC) qu'ils nommèrent Programme économique de Pointe St-Charles (PEP). Utilisant le poids de leur base communautaire pour faire pression sur le gouvernement provincial, le PEP demanda, et obtint, une subvention modeste pour effectuer une étude de l'économie locale, économie qui, malgré des transferts gouvernementaux importants, demeurait dépendante.

Le PEP entreprit alors d'engager la communauté dans la création et l'implantation d'une stratégie qui viserait à inverser le déclin et à créer de la richesse à la place de la dépendance. Au cours des trois années qui ont suivi, le PEP a donc :

- Organisé des rencontres de quartier pour déterminer les priorités d'action locales, a cherché de nouveaux alliés et a représenté les intérêts de ses constituants dans les instances gouvernementales municipales.

- Encouragé la croissance des entreprises appartenant à des intérêts locaux. Initialement, cela pris la forme de formations aux entrepreneurs et d'un fonds de prêts aux entreprises. Cependant, les résultats laissaient à désirer et les services étaient parfois déjà offerts par d'autres organismes. Le PEP décida alors de concentrer ses efforts sur la rétention des entreprises existantes, par le biais de consultations en gestion et de services d'aide à la relocalisation et à l'expansion des entreprises.
- En collaboration avec deux autres CDC, le PEP a créé le Fonds de développement Emploi Montréal, qui fait des investissements en capitaux sous forme d'achat d'actions dans les entreprises locales.
- Commencé à améliorer les programmes s'adressant aux chômeurs en ce qui a trait à la formation et au placement.

Le mandat multi-activités du PEP était innovateur : au lieu de concentrer ses efforts sur une seule tâche, le PEP s'attaquait à la multitude de facteurs responsables du déclin et de l'appauvrissement local. Endiguer la vague de migration hors du quartier nécessitait plus que de la formation entrepreneuriale ou professionnelle, ou quelques projets isolés : il fallait trouver le moyen de garder les entreprises qui étaient toujours dans le quartier. Le crédit nécessaire pour financer les entreprises et les projets devait donc être plus accessible. Les besoins des nouvelles entreprises et des entreprises existantes étaient multiples : l'un de ces besoins était une main d'œuvre locale plus qualifiée. La recherche et la planification furent cruciales à l'approche retenue par le PEP. Ce sont ces éléments qui sont, par exemple, à l'origine de l'abandon par le PEP de la formation entrepreneuriale et de la redirection de ses efforts vers la rétention des entreprises existantes.

Tout cela s'est produit sans mettre en péril le contrôle de la communauté sur le PEP, mais cela ne veut pas dire que les eaux ont toujours été calmes. La première année, l'engagement du PEP dans le développement des entreprises n'a ainsi pas obtenu l'approbation de plusieurs de ses alliés importants. Trois des organisations fondatrices se sont en effet retirées du PEP. Le nombre de membres du PEP a toutefois continué de croître; tant les individus que les organisations communautaires ont continué de s'y joindre. Le conseil d'administration du PEP a aussi évolué : après deux ans, il comprenait quatre représentants d'organisations communautaires, quatre du secteur des entreprises, quatre résidents du quartier et un membre du personnel.

Une nouvelle série de fermetures d'usines dans le milieu des années 80 eu l'effet d'un catalyseur sur l'ampleur et la portée des efforts de revitalisation. En effet, les années de réseautage et de revendications ont finalement porté fruits puisque les syndicats, frappés dur par les fermetures, commencèrent enfin à s'intéresser de plus près au mouvement communautaire. Le PEP et les syndicats organisèrent alors Urgence Sud-Ouest, un groupe de pression formé de syndicats, d'institutions locales et d'organismes communautaires. Le gouvernement n'a pas eu le choix de les écouter. Au printemps 1988, une large coalition de groupes communautaires, d'entreprises, de syndicats et des trois niveaux de gouvernement donna naissance au Comité pour la revitalisation économique et l'emploi du Sud-Ouest de Montréal (CREESOM).

La même année, en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal, le PEP fondait l'Institut de formation en développement économique communautaire (IFDEC) en tant qu'entité légale. À travers l'IFDEC, le PEP organisa une conférence internationale rassemblant, entre autres, des organismes publics et privés, des ministères fédéraux et provinciaux, des corporations privées (700 délégués au total), dans le but de procéder à l'examen des communautés locales en action en Amérique du Nord et en Europe.

Cet évènement a été celui qui, dans l'esprit des acteurs-clés, a établi la crédibilité du contrôle local du processus de développement et, en particulier, la crédibilité du PEP et du CREESOM. Ces organismes, démocratiques et fondés sur des bases communautaires, ont émergé de cette conférence en joueurs importants dans l'arène du développement municipal. L'IFDEC est par la suite devenu un intermédiaire qui a contribué à former et à renforcer les CDÉC partout au Québec.

Avec 200 000 \$ de la province de Québec, le CREESOM compléta un rapport en 1989 sur la situation de cinq quartiers du Sud-Ouest. Une des recommandations principales du rapport était de donner la responsabilité des opérations de revitalisation à un PEP étendu et réorganisé, le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO). Comme le PEP, l'approche du RESO était multi-activités, assurant la coordination d'une panoplie d'initiatives cruciales pour le bien-être social et économique des résidents.

Encore une fois, les eaux ne furent pas toujours calmes. Au début, certains représentants d'entreprises insistaient pour que la nouvelle organisation se dote d'un conseil d'administration contrôlé par l'industrie, et ce, afin qu'elle « soit prise au sérieux ». Mais le PEP et ses alliés étaient inflexibles sur ce point : le RESO devait être une coalition ayant des bases larges. Une multitude de voix locales devaient y être entendues afin qu'un réel progrès puisse survenir.

Le secteur des entreprises eu finalement quatre sièges sur le conseil d'administration du RESO (un chacun pour la grande industrie, la petite industrie, les institutions financières et le secteur commercial et de la vente au détail), les groupes communautaires en eurent quatre; les syndicats, deux; et le personnel du RESO, un. Au cours des cinq premières années d'activité du RESO, le nombre de membres augmenta considérablement (jusqu'à 1 500 personnes et 300 organisations communautaires et entreprises).

En cinq ans, le RESO a :

- Élaboré, en collaboration avec les syndicats, un « système de détection anticipée » des fermetures d'usines qui a permis à plusieurs entreprises fragiles de demeurer dans le quartier ou de changer de propriétaire.
- Offert une variété de services à plusieurs centaines d'entreprises afin de stabiliser leurs opérations et de construire des assises pour l'expansion lorsque c'était possible.
- Mobilisé un nombre croissant de membres pour combattre les politiques de zonage, entre autres politiques, afin que les priorités des cinq quartiers soient respectées.
- Établi un fonds d'investissement communautaire de 5 millions de dollars, conjointement avec des fonds gouvernementaux et syndicaux, afin d'encourager l'expansion des entreprises de propriété collective.
- Commandité la création d'entreprises de formation et d'entreprises d'économie sociale ayant pour cible les populations marginalisées (les jeunes à risque par exemple).

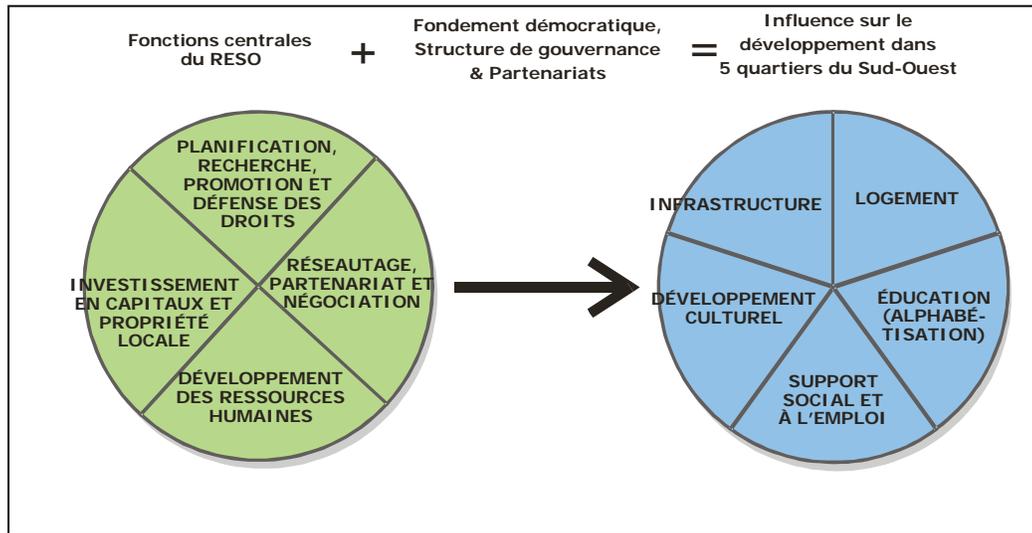
Les résultats se firent sentir au milieu des années 90 : Statistiques Canada signala alors que, pour la première fois en 30 ans, le déclin économique du Sud-ouest de Montréal s'était arrêté.

Le défi est maintenant de gérer la croissance. Entre 1996 et 2000, dans ces quartiers parmi les plus pauvres de Montréal, le taux d'emploi a augmenté de 24 %, alors qu'il n'avait augmenté que de 9 % dans la ville de Montréal dans son ensemble. De 1997 à 2002, le RESO a contribué à démarrer 45 entreprises dans le secteur de l'économie sociale (cette période correspond à celle de la croissance du Chantier de l'économie sociale et des mesures de soutien du gouvernement du Québec à l'économie sociale). En 2000, le nombre d'emplois dans le secteur de l'économie sociale était de 381, en 2002 il avait augmenté à 536. Le Canal Lachine, dont la fermeture avait causé le déclin du quartier, est devenu aujourd'hui l'axe central autour duquel gravitent le tourisme communautaire et le développement culturel. Le RESO est au cœur de la réappropriation du développement de cette voie d'eau pour le bien-être social et économique des résidents. Un tournant majeur en 20 ans! Quels sont les ingrédients essentiels qui ont permis ce changement?

1.2 Les ingrédients essentiels à ce changement

D'abord, la stratégie globale était inclusive dans son orientation et transversale dans son approche. Tant les dimensions sociales qu'économiques du développement communautaire furent prises en compte. Ces dimensions se sont superposées et complétées dans une gamme de programmes, de projets et d'efforts pour encourager les individus à s'impliquer dans leur propre développement. Si le développement social et le développement économique ne sont pas abordés ensemble, la revitalisation communautaire et le renouvellement d'un territoire n'auront pas de succès.

Figure 1 : Le RESO



Le RESO s'est préoccupé de la plupart de ces dimensions économiques et sociales. Certaines ont reçu plus d'attention que d'autres à certaines périodes. Certaines ont été directement contrôlées par le RESO, d'autres pas. Cependant, en tant qu'organisme communautaire démocratique dont les membres ont des intérêts multiformes, le RESO a étendu son influence dans pratiquement tous les secteurs clés, faisant valoir chaque fois que c'était possible de faire élaborer des priorités par ses membres et propriétaires : les citoyens résidents, les entreprises et organismes des cinq quartiers. La base démocratique des efforts de revitalisation du RESO, ainsi que les alliances et partenariats développés, a permis au RESO d'étendre son influence à tous les leviers de développement de son territoire.

Depuis une vingtaine d'années, au terme « développement » s'est greffé celui d'engagement citoyen dans le Sud-Ouest de Montréal. Cela est inimaginable dans l'idéologie néo-libérale du développement privilégiant la « main invisible du marché ». Ainsi, l'ingérence des gens ordinaire et des intérêts communautaires dans le marché montréalais doit être une source de contrariété pour les tenants de la vision traditionnelle néo-classique qui préfèrent penser aux marchés, au capital et à la productivité en termes abstraits.

Pourtant, c'est le fait même que la dimension sociale de l'économie ait été réappropriée et renforcée dans le Sud-Ouest de Montréal qui nourrit le renouveau économique au cœur de cette métropole canadienne. Cette histoire est celle de citoyens qui mettent en place des moyens démocratiques pour forger l'avenir de leur communauté, pour faire de l'hégémonie du marché une histoire ancienne et pour transformer le rôle des marchés et des économies afin d'assurer la dignité et la vie humaine.

C'est une histoire qui s'écrit dans plusieurs voisinages différents, des villages et des régions rurales à travers le Canada, la plupart du temps en des lieux où la détresse économique est profonde et où les solutions conventionnelles ont échoué. C'est l'histoire de ce qui est le plus souvent appelé, au Canada, le développement économique communautaire (DÉC).

2. Le Réseau canadien de DÉC

Vingt-cinq ans d'expériences et d'apprentissages ont donné lieu, en 1999, à l'incorporation formelle du Réseau canadien de DÉC (RCDÉC). Formé pour faire connaître les expériences ayant connu du succès — comme celle du Sud-Ouest de Montréal— à d'autres communautés au Canada, le RCDÉC s'est rapidement mis à organiser des forums régionaux et nationaux afin de construire un cadre de politiques solides pouvant lui servir de plate-forme à travers le pays. Trois priorités principales furent identifiées : investir dans le renforcement des capacités des communautés pour le DÉC; augmenter les fonds alloués aux programmes de support à l'emploi visant les populations marginalisées par les programmes existants du marché du travail; augmenter les fonds alloués aux programmes visant à accroître l'accès aux investissements en capital pour les entreprises et projets communautaires.

À cette histoire est liée une autre histoire: celle de citoyens associés, souvent liés par des intérêts communs ou une identité partagée, cherchant à satisfaire leurs besoins et objectifs sociaux par le moyen de l'entreprise, souvent par une entreprise ayant un certain degré de gouvernance démocratique et de propriété collective. Au Québec, cette approche est appelée *économie sociale* et est représentée par un réseau de réseaux formé en 1996 : le Chantier de l'économie sociale.

En 2002, les deux réseaux ont amorcé une collaboration pour atteindre les objectifs communs du RCDÉC et du Chantier. Les résultats ont été remarquables. Le nouveau premier ministre, Paul Martin, s'est ainsi intéressé aux objectifs du DÉC et de l'économie sociale. En février 2004, le discours du Trône ainsi que le subséquent discours au Parlement ont tous deux inclus des références directes à l'économie sociale et au RESO (qui tient ses activités dans la circonscription de Paul Martin et auquel il a accordé une aide financière lorsqu'il était le ministre fédéral du développement régional au début des années 90).

Bien que cet intérêt politique soit apprécié, il reste beaucoup de travail à faire pour que cela se traduise en mesures concrètes et en investissements, dont nous avons grandement besoin. Mais c'est un bon début.

Tant le RCDÉC que le Chantier sont très conscients que le DÉC et l'économie sociale, bien qu'étant stratégiquement importants pour le présent et l'avenir de plusieurs communautés en difficulté au Canada, ne sont pas seuls. Il y a d'autres secteurs qui cherchent aussi à se réappropriier le développement dans les communautés : les entreprises socialement responsables, celles qui se préoccupent de l'environnement et du bien-être de leurs employés, les réseaux de femmes, de coopératives, de commerce équitable et les réseaux anti-pauvreté. Des gains durables nécessiteront de ces réseaux et de ces mouvements qu'ils s'arriment dans une structure leur permettant de se supporter mutuellement dans leurs actions, qui visent à intégrer explicitement des objectifs sociaux dans l'économie.

2.1 L'engagement international du réseau canadien de DÉC

L'autre défi important auquel font face ceux qui travaillent à la réappropriation du contrôle des communautés sur leur développement est situé au-delà de nos frontières. L'hégémonie de l'idéologie du « tout-au-marché » peut être amoindrie par des actions locales et un support public, mais les tendances et les forces mondiales ne peuvent être ignorées. Les gains démocratiques dans les économies locales ne seront pas durables si l'on ne tient pas compte des tendances et des forces mondiales.

Un mouvement est en croissance, celui de citoyens, de réseaux et d'institutions cherchant une réponse plus durable et plus efficace à une mondialisation dictée par le marché et aux pressions pour la libéralisation des mouvements de capitaux et pour un « libre » marché planétaire qui s'ensuivent. La résistance s'organise et se diversifie.

Mais la résistance à elle seule est insuffisante : un programme de propositions économiques et sociales est nécessaire. Ce programme ne peut pas prendre en compte les seules questions macro-économiques de l'économie mondiale. Il doit s'adresser au niveau local, là où les citoyens sont engagés dans la construction d'alternatives économiques à la base. Nous avons besoin d'une prise de parole à la fois locale et globale. Nous avons besoin d'une prise de parole pour que l'expérience tranquille issue des difficultés rencontrées par l'innovation dans un contexte local puisse être partagée. Nous avons besoin d'une prise de parole où la valeur de la démocratie et de l'engagement citoyen dans le développement peut être articulé et où les résultats obtenus peuvent être diffusés largement.

En décembre 2002, lors d'une rencontre à Dakar au Sénégal, un nom a été donné à ce qui peut sembler une prise de parole hésitante, mais émergente, sur la scène internationale, une voix dont les racines se trouvent dans le contexte du développement local. Le Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS) a le potentiel de devenir un lieu de rencontre pour les mouvements d'économie sociale et de développement économique communautaire à travers la planète.

Le développement du RIPESS en est encore aux premiers stades mais, malgré le peu de ressources financières dont il dispose pour soutenir ses efforts, l'intérêt pour ce réseau a crû régulièrement depuis la première rencontre de 30 pays à Lima au Pérou en 1997. Quatre ans plus tard, une deuxième rencontre attirait ainsi à Québec 375 personnes en provenance de 40 pays. Le cycle de Dakar, en cours présentement, mènera à une troisième rencontre à Dakar, au Sénégal, en novembre 2005.

À mon avis, l'importance des avancées que le cycle de Dakar permettra en ce qui a trait au réseautage international, dépendra de cinq éléments :

1. L'apport de fonds suffisants pour financer les efforts de réseautage.
2. Un élargissement de la représentation continentale à la Commission internationale de liaison, surtout en ce qui concerne l'Europe et les régions anglophones de l'Afrique et de l'Asie.
3. L'élaboration d'étapes à suivre afin de démocratiser la sélection des dirigeants du réseau.
4. Plus encore, le RIPESS doit développer une structure encourageant une participation plus large d'acteurs travaillant dans les réseaux locaux et régionaux.
5. L'engagement d'autres réseaux globaux dans les discussions sur la façon de promouvoir la construction de l'économie sociale et solidaire.

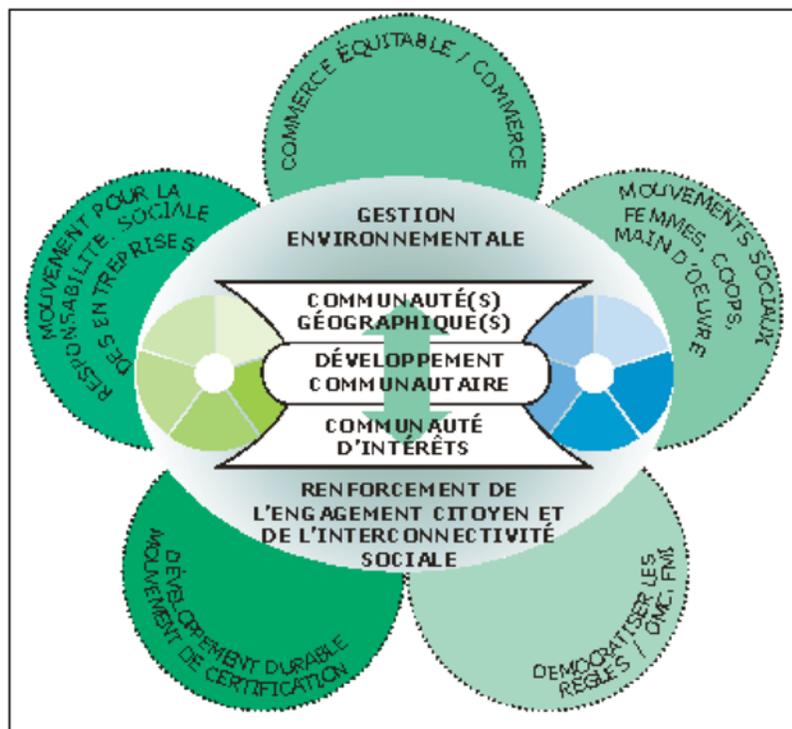
Ce dernier élément est stratégiquement important pour le succès à long terme de Dakar et de l'après-Dakar. Les réseaux internationaux qui travaillent sur des questions macro-économiques globales peuvent-ils s'intéresser à des discussions portant sur le rôle du local et du régional dans la construction d'une alternative économique? Les mouvements globaux de femmes, de syndicats et de coopératives sont-ils prêts à s'engager dans un tel débat?

Les marchés du commerce équitable qui se développent en Europe et en Amérique du Nord sont essentiels à l'établissement d'économies alternatives. Cette expérience doit être articulée et présentée à Dakar. Le mouvement pour la responsabilité d'entreprise a-t-il une place à Dakar? Où s'insère-t-il? Pouvons-nous nous permettre d'ignorer les efforts phénoménaux faits par ces mouvements pour transformer les grandes entreprises? Et que dire des mouvements de certification? Ils font pression sur les secteurs forestiers, halieutiques et agricoles pour créer des produits non-dommageables pour l'environnement d'une manière socialement responsable. De toute évidence, si l'objectif est de construire une économie alternative, ces marchés sont importants.

Dakar doit aider à tisser de nouveaux liens en travaillant à partir des meilleures pratiques issues du

DÉC et de l'économie sociale. Le graphique ci-dessous présente les dimensions sociales et économiques discutées plus haut (les deux roues de chaque côté du développement communautaire) en les liant aux valeurs sociales et environnementales centrales qui doivent se manifester dans notre vie économique collective, tant au niveau local que global.

Figure 2 : Les dimensions sociales et économiques



Le cycle de Dakar ne peut pas accomplir tout cela, mais il doit faire des progrès s'il ne veut pas perdre sa pertinence. Il est nécessaire que Dakar soit un pas de plus vers une autre mondialisation. Nous avons besoin que cette prise de parole à la fois locale et globale devienne une composante articulée de la communauté internationale qui cherche à revitaliser et à renouveler la vie de la planète et de ses habitants.

Liste des sigles

CDC	Corporation de développement communautaire
CDÉC	Corporation de Développement Économique Communautaire
CREESOM	Comité pour la revitalisation économique et l'emploi du Sud-Ouest de Montréal
DÉC	Développement économique communautaire
IFDEC	Institut de formation en développement économique communautaire
PEP	Programme économique de Pointe St-Charles
RCDÉC	Réseau canadien de DÉC
RESO	Regroupement économique et social du Sud-Ouest
RIPESS	Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire
YMCA	Young man catholic association